

Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°137
7 mars
2024

Attal/Le Maire le grand retour de l'austérité... pour les travailleurEs

Après l'annonce du « dérapage » des comptes publics, le gouvernement Attal ne voit qu'une seule perspective, celle de nous préparer **une énième cure d'austérité**.

C'est sûr que pour ceux qui se prétendaient être des « Mozart de la finance », les emmerdes volent en ce moment en escadrille !

- Le déficit des comptes publics a atteint 153 milliards d'€ en 2023 et va donc contribuer au gonflement de la dette.

- Or, l'endettement public, qui est passé de 15 % du PIB en 1974 à 112 % en 2024, s'établit au montant astronomique de **3013 milliards d'€** (mars 2023) et les intérêts de cette dette absorbent déjà chaque année plus de 50 milliards du budget de l'Etat....

samedi 13 avril
FETE du NPA 35
RENNES - Carrefour 18

Ce **bilan de gestion calamiteux** pour ceux qui sont au pouvoir depuis 2017 (à l'époque la dette était de 2147 M€ et le déficit public de 76M€/an) expliquent leur **panique**. D'où l'empressement de Le Maire d'annoncer le dimanche 18 février un premier coup de rabot de 10 M€ sur le budget de l'Etat 2024, puis le 6 mars le ministre Cazenave de déclarer l'intention de faire 20 M€ d'économies en 2025.

Si l'on connaît aujourd'hui les services de l'Etat qui vont être mis à contribution pour couvrir les 10M€ de 2024 (aide publique au développement, MaPrimeRénov', compte personnel formation CPF...), **pour les 20 M€ du budget 2025, le tour de vis s'étendrait aux dépenses sociales** qui, par ailleurs, n'affichent nullement des dérapages d'une ampleur comparable à ceux de l'Etat. Attal et Le Maire entendent en effet s'attaquer une fois de plus à l'assurance chômage, à la Sécurité sociale donc à la protection sociale, à cette part du salaire socialisé qu'ils voudraient finir d'étatiser... avant de la privatiser totalement -probablement !

Ainsi, une nouvelle agression est dans les tuyaux pour **encore diminuer les droits des personnes sans emplois**, réduire encore la durée d'indemnisation de plusieurs mois, augmenter la durée de travail nécessaire pour bénéficier des allocations et baisser le montant perçu. Autrement dit, contraindre les chômeurEs à prendre n'importe quel boulot (avec baisse de salaire à la clé) et au passage opposer celles et ceux qui travaillent à de prétendus profiteurEs. Tout ceci, alors même que la précédente réforme de l'assurance chômage est à peine en place et que de l'avis du ministère du Travail, « *La conjoncture incertaine du marché du travail n'appelle pas un durcissement immédiat des conditions d'indemnisation* » !

En revanche, zéro imagination pour baisser les dépenses, en réduisant les aides publiques aux entreprises qui atteignent pourtant les 200 M€, le train de vie fastueux, les privilèges et avantages de l'Élysée (+ 11 % d'augmentation pour l'Élysée), du Parlement (+ 6 % pour l'Assemblée Nationale, + 2 % pour le Sénat) du Conseil Constitutionnel (+ 34 %) sans parler des 300 € et 700 € de primes mensuelles pour les députés et sénateurs.

On a là **un condensé de la vision politique univoque de ce gouvernement**: rechercher **unique-ment dans la baisse des dépenses sociales une solution à la crise financière** dont il est grandement responsable. En revanche, rien du côté de l'augmentation des recettes:

- alors même que les dividendes des entreprises du CAC 40 ont cette année atteint des records et que la fortune des milliardaires français « a augmenté de plus de 200 M€ depuis 2020, .
- Alors même que l'évasion fiscale est estimée à 80M€.
- Alors même que les déductions fiscales et exonérations de cotisations sociales qui concernent les bas salaires se sont accrues mécaniquement du fait de l'indexation du smic sur l'inflation. Cette « smicardisation » réduit les recettes fiscales et sociales !!!

Partout, nous devons **opposer au discours gouvernemental** de justification de l'austérité, de discrimination des « chômeurEs », **celui du partage des richesses, de la socialisation, du renforcement des services publics** et construire un autre horizon politique, celui de la socialisation des moyens de production et d'une démocratie réelle.

avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE



samedi 13 avril
FETE du NPA 35
RENNES - Carrefour 18

l'Anticapitaliste



Elections européennes, la campagne et après

Les principaux partis institutionnels ont lancé leurs campagnes pour les élections européennes du 9 juin prochain.

Des sondages inquiétants

Les sondages présentent des résultats alarmants: l'ensemble de la droite et de l'extrême-droite obtiendrait un peu plus de 70% des suffrages, dont seulement 20% pour la macronie, et au moins un gros tiers des voix pour l'extrême droite. En regard, la gauche, au sens large, n'atteindrait donc pas les 30%, dont 10% au plus pour les forces antilibérales et anticapitalistes.

Avec la NUPES, LFI avait trouvé pour les législatives de 2022 une solution ponctuelle permettant de conjuguer une coalition électorale, incluant EELV et le PS, avec un profil de gauche autour d'un programme globalement antilibéral. Cette situation, qui a pu redonner confiance et même espoir à notre camp social, a profondément évolué, les principales forces s'affranchissant très vite de ce montage d'opportunité. Le PCF part donc solo dans une fuite en avant identitaire, tandis qu'EELV et le PS essayent, chacun avec ses spécificités, de recréer une sorte de « gauche plurielle », visant à cogérer avec la bourgeoisie les politiques libérales à l'échelle nationale et européenne.

Le nécessaire rassemblement de la gauche de combat

Le scrutin européen, plus encore que d'autres, sera vraisemblablement marqué par une forte abstention. Un désintéret compréhensible car l'on ne change pas le monde par les seules urnes, en particulier au sein d'institutions européennes bien peu démocratiques. Mais nous savons aussi que les élections et les luttes sociales se répondent, quoique de manière déformée et décalée, et que les unes peuvent aussi donner confiance aux autres.

Fidèle à son orientation unitaire et révolutionnaire, le NPA a défendu depuis plusieurs mois la nécessité de **rassembler la gauche de combat pour l'élection européenne**. En rejetant une alliance avec le NPA et d'autres (Gauche Démocratique et Sociale de G. Filoche, par exemple), La France Insoumise (LFI) a refusé de s'inscrire dans une telle démarche rompant clairement avec le social-libéralisme qui a fait tant de mal sous le mandat de F. Hollande. Nous pensons que le refus de LFI de construire une liste rassemblant les forces antilibérales et anticapitalistes est une erreur politique, dans une conjoncture qui oblige à l'unité de notre camp social sur des bases de rupture même partielle avec le système.

Ce n'est qu'un début...

Malgré l'absence de liste de rassemblement, convaincu de la nécessité de construire l'unité d'une gauche de rupture qu'il s'agit aussi de conforter, le NPA, même sans candidatEs, prendra sa place dans la campagne européenne et continuera à défendre cette orientation. Nous défendrons aussi, à notre échelle, nos propres positions contre l'Union européenne, pour une Europe des travailleurs/ses et des peuples, contre l'impérialisme européen et l'OTAN, pour le soutien à la résistance des peuples ukrainiens et palestiniens, pour la liberté de circulation et d'installation, la réquisition des banques et des grandes entreprises de l'énergie, pour une transition écologique rompant avec le capitalisme et le productivisme, et une harmonisation vers le haut des droits sociaux européens.

Si on peut espérer que tous ces problèmes soient posés à l'occasion de ces élections européennes, aucun ne sera de toute façon résolu. Le débat doit donc continuer, tous nos combats aussi.

Dans la situation internationale dangereuse et instable que nous connaissons et en fonction des développements de la campagne, **notre comité arrêtera sa position de vote à la fin du mois de mai**.

Notre camarade Philippe POUTOU, assigné par nos anciens camarades devant le tribunal judiciaire de Paris, au motif qu'il ferait un usage frauduleux du nom du NPA !

Si, si vous avez bien lu, ce n'est pas un gag (encore que !), Philippe POUTOU a été assigné devant un tribunal, pas par Darmanin ou ses sbires, mais par nos ex-camarades desquels nous nous sommes séparés lors du congrès du NPA de décembre 2022.

C'est pour espérer régler les différends sur l'usage de l'appellation « NPA » et la répartition des quelques et modestes locaux acquis par notre courant politique depuis l'essor de la LCR autour d'Olivier BESANCENOT et Philippe POUTOU que **ces camarades ont appelé à la rescousse de leur impasse sectaire un tribunal de la bourgeoisie**. Cela après plus d'un an de négociations et de propositions raisonnables de partage des actifs de l'organisation à la constitution desquels ces camarades, adeptes du travail de fraction, ont pour le moins faiblement participé.

Ridicule...et pitoyable dans une situation où la lutte contre l'Europe capitaliste, inégalitaire, autoritaire et raciste et le retour en force de l'extrême-droite, devrait servir de boussole à l'ensemble de la gauche révolutionnaire !

Compagnie des pêches de Saint-Malo!

NON au chantage à l'emploi !

On sait que la Cie des pêches de Saint-Malo a décidé d'armer le chalutier géant Annelies Ilena pour pêcher le merlan bleu, ceci en remplacement de Joseph Roty II. La pertinence de cette opération impliquait à minima le transfert des quotas de pêche, attachés à son ancien navire vers le nouveau. La Cie des pêches avait semble-t-il obtenu des assurances du secrétariat d'Etat chargé de la Mer pour ce transfert et elle a investi 15 millions d'€ dans une unité de transformation du merlan en pâte de surimi, implantée dans le nouveau chalutier.

Le 15 février, à l'initiative d'associations de protection de l'océan et de la pêche durable, une manifestation se déroulait à Saint-Malo contre la surpêche—dont l'Annelies Ilena est un symbole—et pour la transparence dans l'attribution des quotas. Depuis, le transfert et l'attribution de quotas supplémentaires sont bloqués.

Depuis 15 jours, la direction de la Cie des pêches qui s'est singularisée par son impéritie, exerce un **chantage à l'emploi** en mettant au chômage partiel ses 36 marins et agite la menace qui pèserait sur les 300 salarié.es de son usine de conditionnement de Saint-Malo. Tout cela pour forcer l'Etat à valider sa politique industrielle avec l'impact environnemental délétère découlant des surcapacités de l'Annelies Ilena. Lamentable !



PRENEZ DATE

18 mai, arrivée à Saint-Malo de la marche de solidarité avec les exilés et les précaires, L'Etonnant Voyage .



une marche à la fois artistique, citoyenne et solidaire

- **Artistique**, à l'origine du projet il y a des recueils de poésie co-écrits par des poètes français.e.s et exilé.e.s en situation de précarité, avec à chaque étape, des soirées culturelles et artistiques.
- **Citoyenne**, il s'agit d'une grande marche pour l'égalité d'accès aux droits et à la dignité pour toutes et tous.
- **Solidaire**, c'est totalement gratuit pour les personnes en situation de précarité.

En participant à cette marche, vous pourrez financer des aides d'urgence et des projets artistiques émancipateurs.

Cette marche a lieu tous les 2 ans. Entre deux marches, des rencontres, des débats, des expositions de photos, des projections de films, des lectures de poésie, des ateliers de photographie au sténopé, des concerts, etc...sont organisés.

Cette 3ème marche aura lieu du 11 au 19 mai 2024, le long du canal d'Ille-et-Rance de Rennes à Saint-Malo, à pied, à vélo, en joëlette, en péniche, en canoë ...

Rejoignez le collectif local d'accueil: à chaque étape de cette marche qui part de Rennes, les communes et agglomérations participent activement à l'organisation et à la logistique de cette initiative de solidarité humaine.

A l'inverse, la ville de Saint-Malo l'ignore...et donc, comme lors des éditions précédentes, l'accueil à Saint-Malo reposera uniquement sur le collectif militant. Rejoignez ce groupe. Tout contact par l'adresse mail du NPA.

Etonnant Voyage 2024 recherche des dons de matériel de camping (tentes, matelas, duvets, couettes, couvertures...)

Soutenir le peuple ukrainien, combattre le militarisme et les guerres impérialistes

L'agression de Poutine contre l'Ukraine est une guerre qui vise à renforcer la sphère d'influence russe dans le cadre de la concurrence entre Etats impérialistes (*). **Le NPA**, comme d'autres forces de gauche dans le monde, **soutient le droit du peuple ukrainien à résister à l'invasion**. En Ukraine, comme en Palestine, au Kurdistan ou ailleurs, dans des situations très différentes, il défend le droit des peuples à disposer d'eux même et à résister, y compris par les armes.

La position du NPA combine la **défense de cette résistance, aux côtés de celles et ceux 'd'en bas'**, avec une **défiance envers la politique de Zelensky** et une **dénonciation du militarisme** qui se développe dans le monde, en particulier via l'OTAN. En ce sens, elle se démarque d'un positionnement « anti-impérialiste classique » qui relativiserait le droit du peuple ukrainien à se défendre au motif que l'état ukrainien est (effectivement) l'instrument des Etats-Unis, première puissance militaro-industrielle et impérialiste au monde, de l'OTAN ou de l'Union Européenne.

Après plus de deux années de guerre, la question d'appuyer l'armement de l'état ukrainien par les puissances impérialistes, celle des dangers d'extension du conflit avec leurs traductions possibles en terme d'économies de guerre, écocides et antisociales ou encore celle des risques et des conséquences géopolitiques d'un effondrement ukrainien font débat, y compris dans nos rangs. Nous sommes cependant pour que la résistance ukrainienne dispose d'armes et qu'elle se les procure où elle le peut. C'est pourquoi nous sommes pour **l'annulation de la dette de l'Ukraine**, ce qui revient à lui donner des moyens de résister, tout en n'ignorant pas que les aides de l'OTAN et de l'UE s'inscrivent dans une stratégie d'ingérence qui met en péril l'exercice même du droit à l'autodétermination.

Sur le fond, nous défendons donc la résistance du peuple ukrainien comme nous avons défendu la plupart des luttes historiques de libération nationale. Mais nous ne sommes pas aveugles concernant la nature politique et sociale de la résistance ukrainienne et son rapport aux impérialistes: **la bourgeoisie ukrainienne dispose en effet d'un appareil d'Etat et s'inscrit, de façon subalterne, dans le dispositif impérialiste**, comme en témoigne le déploiement récent de soldats ukrainiens au Soudan. Sa logique est donc de renforcer ses alliances avec les impérialistes occidentaux et de mettre en place de manière autoritaire des politiques néolibérales. Les forces étatistes, dans ce type de conflit, s'opposent donc aux tendances à l'auto-organisation et peuvent mettre en péril la résistance populaire.

La crise de recrutement de l'armée ukrainienne est d'ailleurs un indicateur de la désillusion et de la fatigue de fractions de la population.

Les impérialistes produisent et livrent des armes à l'Etat ukrainien, pas au peuple ou à des forces auto-

organisées. Cela renforce l'Etat et les classes dominantes ukrainiennes.

(*) Sur les impérialismes

Avec nos camarades de la IVème Internationale, nous rangeons aujourd'hui au titre des états impérialistes, classiquement les **états capitalistes occidentaux**, mais aussi la **Chine** dont la nature s'est modifiée depuis une trentaine d'années dans le sens d'un capitalisme étatique planifié et centralisé faisant une large place aux entreprises privées, exportant des capitaux dans les pays néocoloniaux...Cet impérialisme chinois émergeant a son pendant en **Russie**, où une restauration capitaliste chaotique a suivi la désagrégation de l'URSS et où les d'anciennes et de nouvelles entreprises ont été captées par les anciens bureaucrates transformés en oligarques ! En Russie, cette révolution à rebours est accompagnée par la résurgence de la **vieille idéologie nationale-impérialiste** de la Grande Russie et conduite par un régime Poutine ultra-répressif qui peut être considéré comme en évolution vers le fascisme.

D'où notre recherche d'une politique équilibrée, par nature complexe, fondée sur

- L'affirmation d'un soutien "par en bas" à la résistance ukrainienne contre la Russie et notre participation au Réseau européen de solidarité Ukraine (RESU) qui rassemble des syndicalistes et des anti-capitalistes,
- L'encouragement et la solidarité avec les mouvements anti-guerre et contre le militarisme, le bellicisme et la course aux armements en Russie, en Ukraine et ici en Occident,
- une opposition déterminée aux menées impérialistes de l'Otan et consorts et plus spécialement de notre propre impérialisme,

Reste qu'au moment où sont écrites ces lignes, la cessation des hostilités semble dépendre davantage des revers de l'oligarchie russe et donc des livraisons d'armes à l'Ukraine plutôt que des mobilisations populaires encore faibles là-bas et ici. Et qu'on ne peut exclure à moyen terme la transformation définitive de la guerre de libération nationale actuelle en conflit inter-impérialiste entre le bloc occidental et la Russie.

Au-delà de la guerre en Ukraine, **c'est bien la marche du monde vers un conflit militaire entre impérialistes qui se joue aujourd'hui**. Dans ce cadre, nous ne choisisons pas un camp contre un autre.

La transformation vers l'économie de guerre en Europe, les rhétoriques guerrières des gouvernements et de leurs relais médiatiques doivent nous alerter. Elles expriment les difficultés des bourgeoisies européennes à maintenir leur domination sur le Sud global. C'est le cas notamment pour l'impérialisme français: en concurrence, directe avec la Russie, notamment en Afrique, Macron avance la possibilité d'un affrontement militaire ouvert avec Poutine et tente d'entraîner ses alliés dans ce projet. Cela nécessite pour la classe dominante française de gagner des fractions importantes de la population à la guerre, de développer la discipline et le militarisme.

Cela implique des tâches concrètes pour le mouvement ouvrier : **contre le militarisme, contre l'embrigadement de la jeunesse**, pour combattre en premier lieu notre propre impérialisme.

Léonard

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook:

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

Et nos sites web départementaux et nationaux

<https://www.anticapitaliste-35.org/>

<https://nouveau-parti-anticapitaliste.org/>

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

BREVES DE PONTONS



Le 21 avril 2002, des millions de personnes descendaient dans les rues pour dénoncer l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.

22 ans plus tard, en Bretagne comme ailleurs, **l'extrême-droite est de retour dans les rues** (agressions à la barre de fer, menaces avec armes à feu, inscriptions néo nazies sur des locaux associatifs et politiques, tentative d'incendie d'une mosquée, attaque en bande organisée d'un festival...).

22 ans plus tard, **les partis d'extrême-droite sont annoncés à plus de 30% des voix aux prochaines élections**. Comme le montre la situation dans plusieurs pays (Italie, Argentine, Inde, Hongrie, Pays-Bas, Israël...), l'arrivée du RN et de ses satellites au pouvoir se traduirait par la **mise en œuvre de manière violente de politiques mêlant inégalités, discriminations, haine des minorités** et de celles et ceux qui militent pour un monde plus juste. Elle approfondirait la **casse des services publics et la**

réduction des aides sociales.

Cette catastrophe n'est pas inéluctable.

Montrons que, contrairement au gouvernement, notre détermination à faire barrage à la haine et au racisme et à défendre les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité est intacte.

Organisons une résistance populaire qui combat la menace fasciste tout en construisant au quotidien les bases d'une Bretagne et d'une société ouverte et solidaire.

Tous et toutes dans la rue le 21 avril 2024 à Saint-Brieuc contre l'extrême-droite et le fascisme, avec 70 organisations politiques, associations, collectifs, commerces et lieux de culture bretons.

Un covoiturage au départ de Saint-Malo est envisagé (npsaintmalo@gmail.com)



27 et 28 avril, marche unitaire pour un égal accès aux soins pour tou.te.s entre Saint-Malo et Dinan,

à l'initiative de la coordination *Le Monde d'Après* et du collectif Dinan Diver'City et d'un collectif large rassemblant 15 associations, syndicats et partis politiques—dont le **NPA**—des pays de Saint-Malo et Dinan.

Nous en reparlerons...
Evidemment !

Terminal ferries du Naye: IL EST ENCORE TEMPS D'ANTICIPER M. PERRIN !

Avant le lancement de l'enquête publique (du 16 avril au 17 mai), le Conseil Régional organisait une réunion publique d'information le 5 avril dernier afin de présenter le projet de modernisation du terminal ferries.

En elle-même, cette présentation ne nous a rien appris de nouveau: les faiblesses majeures du projet que sont le dimensionnement et l'impact visuel de la gare maritime, l'exposition du site au risque de submersion marine, l'intégration de cet équipement dans le PLU, son impact sur la circulation urbaine, l'absence de liaison ferrée avec la gare SNCF... demeurent et n'ont toujours pas été traitées au fond.

De nombreuses interventions l'ont regretté. L'une d'elle a formulé de manière pertinente une des voies d'acceptation du projet: le conseil régional doit anticiper en « **relevant le site d'au moins 1m et en construisant la gare maritime sur un seul niveau** ».

C'est ce type de proposition et sans doute d'autres qui seront débattues lors de la **réunion publique** qu'organisent les associations qui critiquent le projet le **jeudi 25 avril à 20h, salle Bouvet à Saint-Servan**, afin d'alimenter la réflexion et l'expression des habitantEs et usagEs à l'occasion de l'enquête publique.

L'ACTION CONTRE L'EXTRÊME-DROITE NE S'IMPROVISE PAS

Un agent du service de marquage de la voirie de Saint-Malo a été surpris (et dénoncé !) pour avoir, semble-t-il, barbouillé de peinture la figure du chef de fil du RN aux élections européennes.

Ce geste d'humeur vraisemblablement bien intentionné (de notre point de vue) est compréhensible. Dommage qu'il ait été fait dans des conditions quelque peu imprudentes, ce qui offre aux fachos la possibilité d'en profiter.

Cette anecdote nous permet de rappeler que **le salubre combat contre la propagande facho ne s'improvise pas** et qu'elle nécessite de l'organisation et de la formation collectives.

Quant aux belles déclarations que cette affaire a suscitées de la part de G. Lurton sur le « *respect de la pluralité des opinions* », faudrait-il encore que le maire fasse respecter la liberté d'expression dans la politique de la ville en matière de gestion des panneaux d'affichage (non remplacement des supports enlevés lors de travaux, affichage d'activités commerciales sur ces panneaux...).

Face au carnage, toujours solidaires du peuple palestinien !

- malgré une résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu,
- malgré la demande de la Cour internationale de justice de laisser passer l'aide humanitaire, malgré un réquisitoire sans appel de la rapporteure spéciale Albanese pour les territoires occupés qui a annoncé la semaine dernière que les preuves s'amoncellent désormais pour montrer qu'Israël commet un génocide à Gaza et un nettoyage ethnique,
- malgré la mort de plusieurs humanitaires internationaux ciblés et tués par un bombardement israélienne,

MALGRE TOUT CELA, la liste des crimes de guerre et contre l'humanité commis par Israël s'alourdit de jour en jour sans qu'il y ait pour l'instant de sortie en vue.

Prisonniers de leur soutien à un Etat colonial décidé à passer outre toutes les règles internationales, les pays occidentaux ne peuvent que piteusement exprimer leur tristesse sans jamais rien proposer pour arrêter le massacre.

L'Etat d'Israël est issu d'une vision coloniale anachronique, vestige du début du 20e siècle. Avec cette guerre, il risque de faire sombrer le 21ème siècle dans l'abîme, emportant avec lui toute prétention aux droits et à la justice, en ne laissant que le droit du plus fort.

Pour un cessez-le-feu et l'arrêt des massacres !
Free Palestine.

A l'appel de l'Association France Palestine Solidarité

A noter samedi 13 avril 17h
RASSEMBLEMENT
Esplanade Saint-Vincent à Saint-Malo

En préparation samedi 20 avril
DEAMBULATION
Bouvet>Sablon>Solidor à Saint-Malo

